

ACCORD CADRE DE SERVICES

ATTRI1

ACTE D'ENGAGEMENT – LOT 1

AOO N° 2025/026 du 17/07/2025

A - Objet de l'acte d'engagement.

■ **Objet du marché :**

Le présent accord cadre, alloti, concerne le nettoyage des immeubles de la CPAM de la Somme.

- **Lot n° 1 : Nettoyage des immeubles (90919200-4 services de nettoyage de bureaux)**
- **Lot n° 2 : Nettoyage de la vitrerie (90911300-9 Services de nettoyage de vitres)**

■ **Cet acte d'engagement correspond :**

1.
☐ à l'ensemble du marché (*en cas de non-allotissement*) ;
☒ **au lot n°1**
2.
☐ à l'offre de base.
☐ à la variante suivante :
3.
☐ avec les prestations supplémentaires suivantes :

B - Engagement du titulaire ou du groupement titulaire.

B1 - Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire :

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l'accord-cadre:

- ☒ CCAP n° 2025/26
- ☒ CCAG : le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services passés par l'Etat (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- ☒ CCTP n° 2025/26
- ☒ Autres (cf. article 39 du CCAP)

et conformément à leurs clauses,

☐ le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ engage la société sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ l'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées :
(Cocher la ou les cases correspondante(s))

☐ aux prix indiqués ci-dessous ;

☐ Taux de la TVA :

☐ Montant hors taxes :

Montant hors taxes arrêté en chiffres à :

Montant hors taxes arrêté en lettres à :

☐ Montant TTC :

Montant hors taxes arrêté en chiffres à :

Montant hors taxes arrêté en lettres à :

☒ aux prix indiqués à l'annexe 5 présent document.

B2 – Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations :
(en cas de groupement d'opérateurs économiques.)

Pour l'exécution du marché, le groupement d'opérateurs économiques est :
(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint

OU

☐ solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

B3 - Compte (s) à créditer :

(Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

■ Nom de l'établissement bancaire :

■ Numéro de compte :

B4 - Avance (R.2191-3 du Code de la Commande Publique) :

Je renonce au bénéfice de l'avance :

☐ NON

☐ OUI

(Cocher la case correspondante.)

B5 - Durée d'exécution de l'accord cadre :

Le présent accord-cadre prend effet à compter du **2 Janvier 2026** jusqu'au **14 février 2026** pour les sites suivants (phase 1) :

- CAD
- Musigny
- Abbeville BACK Office
- Abbeville Front Office
- Albert
- Péronne
- Friville Escarbotin

A compter **du 15 février 2026 jusqu'au 30 septembre 2026** pour les sites suivants (phase 2):

- Siège
- Abbeville Front Office
- Albert
- Péronne
- Friville Escarbotin

Le présent accord-cadre sera renouvelable par tacite reconduction pour une durée d'un an à compter du 1^{er} octobre 2026 dans la limite de trois fois, sauf dénonciation par lettre recommandée avec accusé de réception, par l'une ou l'autre des parties, trois mois avant la date anniversaire du présent accord-cadre.

C - Signature du marché par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement.

Attention, si le soumissionnaire (individuel ou groupement d'entreprises) a présenté un sous-traitant au stade du dépôt de l'offre et que l'acte spécial concernant ce sous-traitant n'a pas été signé par le soumissionnaire ou membre du groupement et le sous-traitant concerné, il convient de faire signer ce DC4 par le biais du formulaire ATTRI2, téléchargeable au lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

C1 – Signature du marché par le titulaire individuel :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

C2 – Signature du marché en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant ([article R. 2142-23](#) ou [article R. 2342-12](#) du code de la commande publique) :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :

(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint OU ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :

(Cocher la ou les cases correspondantes.)

☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)

☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)

- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.
(hors cas des marchés de défense ou de sécurité dans lequel ces documents ont déjà été fournis).

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

D - Identification du Pouvoir Adjudicateur

■ Désignation du Pouvoir Adjudicateur

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Somme
Représentée par Madame Marie-Gabrielle DUBREUIL, Directrice de la CPAM, ou son délégataire
8 Place Louis Sellier - 80021 Amiens cedex 01

■ Nom, prénom, qualité du signataire du marché :

Madame Marie-Gabrielle DUBREUIL, Directrice de la CPAM, ou son délégataire

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique
(nantissements ou cessions de créances) :

Madame Séverine VEILLARD, Directrice Comptable et Financière – CPAM de la Somme
8 Place Louis Sellier -80021 Amiens cedex 01

■ Désignation, adresse du comptable assignataire de la CPAM de la Somme :

Madame Séverine VEILLARD, Directrice Comptable et Financière – CPAM de la Somme
8 Place Louis Sellier -80021 Amiens cedex 01

■ Imputation budgétaire :

Les prestations et services seront financés par le budget de gestion administrative de la CPAM de la Somme.

E – Décision du Pouvoir Adjudicateur

La présente offre est acceptée.

Elle est complétée par les annexes suivantes :

- ☒ Annexe 1 : Clause sociale d'insertion
- ☒ Annexe 2 : Accès aux locaux de la CPAM (plaquette d'information)
- ☒ Annexe 3 : Engagement de confidentialité
- ☒ Annexe 4 : Obligations en matière de sécurité physique et de confidentialité
- ☒ Annexe 5 : Prix comprenant :
 - *Annexe 5-1 : Prix mensuels forfaitaires*
 - *Annexe 5-2 : Détail du forfait de base par site*
 - *Annexe 5-3 : Détail des prix unitaires – Prestations hors forfait*
- ☒ Annexe 6 : Liste du personnel transférable

A :, le

Signature

(Représentant du Pouvoir Adjudicateur habilité à signer le marché)

L'entreprise

Représentée par
(Nom, Prénom et fonction)

- Déclare avoir pris connaissance des clauses d'exécutions sociales précisées au CCAP et notamment sur son article 26-2 relatif à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles particulières.
- S'engage à réserver, dans l'exécution du lot 1, **un volume d'heures réservé à l'insertion de 300 heures par an ou 1200 heures pour les 4 années de l'accord-cadre.**
- S'engage à transmettre à la demande du facilitateur, tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action selon un tableau transmis par leurs soins.

Date :

Signature et cachet de l'entreprise

Livret de sécurité - Prestataire

Sommaire

Introduction

L'accès aux sites

L'accès aux locaux

L'accès aux locaux sensibles

Les clauses de confidentialité

Les dispositions générales de sécurité

La prise en compte des principes de protection des données

La restitution des biens

Les contacts

1



INTRODUCTION

Ce livret fait référence à la Politique de Sécurité du Système d'Information de la CPAM de la SOMME déclinée de la PSSI-MCAS de l'Assurance Maladie.

Avant de démarrer votre prestation, vous devez en prendre connaissance.

Toutes informations complémentaires peuvent être obtenues auprès du MSSI/RSSI (cf. rubrique contact).



L'ACCES AUX SITES

Tout accès au(x) site(s) de la CPAM de la SOMME doit répondre à :

- une demande d'intervention ponctuelle

ou

- une intervention programmée

Sans demande ou programmation émanant des services de l'organisme aucun intervenant ne sera autorisé à accéder au(x) site(s).

L'accès aux locaux

- *Prestataire sans badge d'accès*

L'accès se fait par l'entrée "public" (le prestataire a été annoncé à l'avance via l'outil « Gestion des visiteurs »).

Le prestataire est accompagné pendant sa durée d'intervention.

- *Prestataire avec badge d'accès*

L'accès s'effectue par l'entrée « public ».

Les heures d'arrivée et de sortie sont enregistrées dans l'outil « Gestion des visiteurs ».

Les prestataires ont l'obligation de porter leur badge en évidence durant toute la durée de l'intervention.

L'accès aux locaux sensibles

Le prestataire ne peut être laissé seul durant son intervention dans des locaux sensibles.



LES CLAUSES DE CONFIDENTIALITE

Nous vous rappelons que votre société s'est engagée à respecter les clauses de confidentialité énoncées au contrat conclu avec notre organisme.

Votre société s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- considérer comme strictement confidentiel, et s'interdire de divulguer, toute information, document, donnée ou concept dont il pourrait avoir connaissance.
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés.
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des informations
- prendre toutes les mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités.

Notre organisme se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

4



LES DISPOSITIONS GENERALES DE SECURITE

Les intervenants sont informés des exigences de sécurité applicables au travers de l'affichage des consignes de sécurité présent à chaque étage, et par l'accompagnant, notamment lorsque l'intervenant doit accéder à des locaux sensibles.



Les travaux dangereux devront être effectués en application du plan de mesures inscrites dans le plan de prévention.



Un permis de feu devra être présenté pour les travaux produisant des flammes ou de la chaleur.

5



LA PRISE EN COMPTE DES PRINCIPES DE PROTECTION DES DONNEES

En cas de manipulation de traitement de données personnelles pour notre compte, vous devez respecter des obligations spécifiques en matière de sécurité, de confidentialité et de documentation afin de répondre aux exigences du Règlement européen (RGPD).



LA RESTITUTION DES BIENS

En fin de marché, les matériels confiés par l'organisme dans le cadre du marché (clés, badges, etc., ...) devront être rendus.

6



LES CONTACTS

En cas de question ou d'incident, contacter :

Le service **Administration Générale** :

- Pierick FONTAINE - Responsable-Adm. Générale : 03-22-69-63-27
- Céline BARROQUEIRO - Responsable **immo/Loaist** : 07-63-44-11-08
- Stéphanie DUMAS - Manager Budget/Contrats : 03-60-24-89-99
- Linda SANJUAN - Gestionnaire Contrats/Budgets : 06-62-67-86-13
- Laetitia BASSELET - Gestionnaire Contrats/Marchés: 07-64-43-46-26
- Marion GALHAUT - Gestionnaire des stocks et **immo** : 03-64-57-20-27
- Mickaël SART - Gestionnaire des stocks et **immo** : 07-61-39-83-86

Le service **Ressources Humaines** :

- Sébastien WOUSSEN-Responsable : 03-22-60-25-02
- Antoine BIANCHI - Responsable Adjoint : 03-22-69-63-15

Le service **Informatique** :

- Nicolas LHOTTE - Responsable : 06-67-28-54-24
- Sylvain MARTIN - Responsable adjoint : 07-64-47-06-90

Le **MSSI** :

- Yamina HADJ-ABDERRAHMANE – Cheffe de projets : 03-22-71-17-80
- **Hadjil FAIZE** – Assistant MSSI cons juridique, Protection des données : 03-22-71-17-79

7



Vous êtes maintenant prêt à exercer votre prestation au sein de notre organisme en respectant la sécurité du Système d'Information.

Nous nous réservons le droit de procéder à toute vérification permettant de s'assurer du respect de vos obligations.



La société _____,
Forme juridique : _____
Au capital de _____ euros
Immatriculée au RCS de _____, sous le numéro _____
Dont le siège social est situé _____

Représentée par le _____, agissant en qualité de _____

Ci-après dénommée « la Société »

Agissant dans le cadre d'un Marché public intitulé « *Nettoyage des Immeubles de la CPAM de la Somme* », portant le numéro 2025/26 initié par la CPAM de la Somme, ci-après désignée la « CPAM », auquel elle a répondu et au titre duquel elle a été sélectionnée, va engager des négociations, ci-après désignées les « NEGOCIATIONS » avec la CPAM, qui l'accepte.

Dans ce contexte, la Société s'engage à considérer comme strictement confidentielles, toutes les informations, ci-après désignées les « Informations Confidentielles » qui lui seront communiquées par la CPAM au cours des NEGOCIATIONS.

Dès lors, toute divulgation de ces informations est susceptible de causer un préjudice à la CPAM.

Par conséquent, la Société s'interdit de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

I – LA SOCIETE _____ S'ENGAGE NOTAMMENT A :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux Informations Confidentielles,
- Ne pas utiliser les Informations Confidentielles autrement que dans le cadre des NEGOCIATIONS,
- Ne pas reproduire les Informations Confidentielles pour elle-même,
- Ne pas divulguer les Informations Confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par les NEGOCIATIONS,
- Ne pas utiliser les Informations Confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, de développement ou commercialisation de produits ou services similaires ou concurrentiels à ceux de la CPAM,
- Ne divulguer les Informations Confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant nécessité de les connaître dans le cadre des NEGOCIATIONS,
- S'assurer et garantir le respect du présent Engagement de Confidentialité par ses préposés, et de manière générale, mettre en œuvre tous les moyens pour faire respecter cette disposition, notamment par les membres de son personnel, ses collaborateurs, filiales, société mère, et sous – traitants éventuels.

II – LA SOCIETE _____ EST DELIEE DE SON ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE AU CAS OU :

- La divulgation des Informations Confidentielles est exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation est nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits dans le cadre des NEGOCIATIONS,
- Les Informations Confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public par la CPAM,
- Les Informations Confidentielles tombent ou sont tombées dans le domaine public sans violation du présent Engagement de Confidentialité,

- Les Informations Confidentielles sont connues de la Société au moment de la première divulgation, sous réserve que la Société en apporte la preuve,
- Les Informations Confidentielles sont déjà connues du public, sont tombées dans le domaine public, sans violation du présent Engagement de Confidentialité,

III – PROPRIETE DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

La Société reconnaît que les Informations Confidentielles qui lui sont communiquées par la CPAM sous forme tangible sont et restent la propriété de la CPAM.

La Société s'engage à ce que ces Informations Confidentielles, ainsi que toute copie et reproduction licite de celles-ci soient, dans les trente (30) jours de la demande écrite de la CPAM, restituées à celle-ci sans délai ou détruites, à la discrétion de la CPAM.

La Société reconnaît que la communication des Informations Confidentielles ne saurait être interprétée comme lui accordant une quelconque licence d'exploitation, licence d'utilisation, brevet, marque, modèle ou un quelconque droit de propriété des Informations Confidentielles ou d'utilisation de celles-ci.

IV - RESPONSABILITE

En cas de divulgation d'Informations Confidentielles par la Société, il lui appartiendra de prouver la conformité de cette divulgation avec les termes du présent Engagement de Confidentialité.

La société reconnaît qu'en cas de divulgation des Informations Confidentielles de son fait, non conforme au présent Engagement de Confidentialité, la réparation de tous les dommages y afférents seront à sa charge.

V– DUREE

La Société s'engage à respecter le présent Engagement de Confidentialité dès sa signature et pendant toute la durée des NEGOCIATIONS ainsi que pendant une période de cinq (5) ans suivant la cessation des NEGOCIATIONS et ce, pour quelque cause que ce soit.

A Amiens, le

A _____, le

Pour la CPAM de la Somme,

Pour le Titulaire,

Signature

(Nom, prénom, qualité du représentant
du Pouvoir Adjudicateur habilité à signer le marché)

Signature

(nom, prénom, qualité du représentant
du titulaire habilité à signer le marché)

Le TITULAIRE et tout personnel intervenant pour le compte de ce dernier dans les locaux de la CPAM de la Somme au titre du marché, s'engagent à mettre en œuvre et respecter les obligations décrites dans les articles qui suivent.

ARTICLE 1 – Règles de bonne conduite du personnel internant dans les locaux

Le personnel du TITULAIRE s'engage à respecter des règles de bonne conduite conformes au service attendu objet du marché.

Le personnel du TITULAIRE s'interdira notamment :

- De fumer dans les locaux ;
- De faire entrer dans les locaux toute matière prohibée par la législation en vigueur ;
- D'accueillir dans les locaux des personnes étrangères au besoin du service ;
- D'utiliser du matériel propriété de la CPAM de la Somme à des fins personnelles : moyens de communication (ligne téléphonique, téléphone, fax, etc.), photocopieur, papeterie, etc.
- De porter atteinte à la disponibilité, l'intégrité et à la confidentialité du réseau informatique de la CPAM de la Somme. À ce titre, le personnel du TITULAIRE s'interdit :
 - De brancher quelque équipement que ce soit non strictement nécessaire à l'exécution des prestations sur le réseau électrique de la CPAM de la Somme (chargeur de smartphone, etc.) ;
 - De se connecter de quelque façon que ce soit sur le réseau informatique de la CPAM de la Somme (en filaire, en Wifi, etc.).

ARTICLE 2- Engagement de discrétion et de confidentialité

(Le terme « Informations confidentielles » signifie toutes les informations que le PRESTATAIRE reçoit du BENEFICIAIRE, traite ou crée pour le compte de celui-ci).

Le PRESTATAIRE et son personnel s'engagent :

- à ne pas divulguer à des tiers des informations qu'ils pourraient être amenés à connaître dans le cadre de leur activité au sein de la CPAM de la Somme ;
- à protéger les informations confidentielles de la CPAM de la Somme dont ils ont connaissance ou qu'ils manipulent et à ne pas les divulguer à autrui ;
- à ne pas mettre à profit les activités qui leur ont été confiées pour recueillir ou rechercher intentionnellement des informations confidentielles de la CPAM de la Somme sous quelque forme que ce soit ;
- à informer immédiatement la CPAM de la Somme de toute situation où de telles informations seraient recueillies par inadvertance, ou viendraient fortuitement à leur connaissance.

ARTICLE 3- Badge d'accès aux locaux

Des badges permettant l'accès aux locaux de la CPAM de la Somme dont le siège, situé 1 Boulevard du Port – 80000 Amiens seront remis au TITULAIRE dans le cadre de l'exécution du marché.

Le TITULAIRE et son personnel s'engagent :

- à confier les badges uniquement au personnel concerné par l'activité du marché au sein de la CPAM de la Somme ;
- à utiliser les badges d'accès fournis uniquement dans le cadre de leur activité au sein de la CPAM de la Somme, et durant les horaires d'intervention convenus entre le TITULAIRE et LA CPAM de la Somme ;
- à assurer la protection physique des badges fournis afin d'éviter leur détérioration, perte ou vol ;
- à ne pas permettre à un tiers, par quel moyen que ce soit, de réaliser une association entre les dits badges et l'adresse de la CPAM de la Somme objet du marché ;
- à avertir dans les plus brefs délais la CPAM de la Somme en cas de perte ou de vol de l'un ou des badges ;
- à restituer les badges à la CPAM de la Somme à terminaison du marché.

- Annexe 5 : Prix :

→ *Annexe 5-1 : Prix mensuels forfaitaires*

→ *Annexe 5-2 : Détail du forfait de base par site*

→ *Annexe 5-3 : Détail des prix unitaires – Prestations hors forfait*

Annexe 6 : Liste du personnel transférable

En application de l'annexe 7 de la Convention nationale des entreprises de propreté et services associés

Site	Qualification	Heures Mensuelles	Taux Horaire	Date ancienneté	Transport	Experience	Salaire de base
CPAM CAD	ASPA	59,58	12,38	25/10/2024	7,55		737,60
	ASPA	75,84	12,38	01/06/2024	14,62		938,90
	ASPA	30	12,38	06/05/2025	4,88		371,40
	ASCA	65	12,43	29/08/2022	11,92		807,95
	ASCA	43,33	12,43	06/09/2022	10,88		538,59
	ASCA	54,17	12,43	01/12/2013	7,5		673,33
	ASCA	43,33	12,43	11/09/2019	7,63		538,59
CPAM MUSIGNY	ASCA	54,17	12,43	04/09/019	11,05	14,13	673,33
	ASCA	43,33	12,43	05/03/2007	8,3		538,59
	ASCA	43,33	12,43	03/01/2023	8,97		538,59
CPAM CPES	ASCA	65	12,43	01/06/2020	13,12	16,77	807,95
ABBEVILLE Back Office	ASPA	16,25	12,38	03/06/2024	6,11		201,18
CPAM Friville Escarbotin	ASPA	21,67	12,38	03/06/2024	5,4		268,27
ABBEVILLE Front Office	ASPA	21,67	12,38	03/06/2024	6,11		268,27
CPAM Albert	ASPA	21,67	12,38	14/06/2024	4,15		268,27
CPAM Péronne	ASCA	27,08	12,43	01/10/1996	5,19		336,60